

Brochure n° 3273

Convention collective nationale

IDCC : 1763. – **MANUTENTION PORTUAIRE**

AVENANT N° 19 DU 26 MAI 2005
AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 11 JUILLET 2000
RELATIF À LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ
(BORDEAUX)

NOR : ASET0751295M

IDCC : 1763

Entre :

Le syndicat des entrepreneurs de manutention du port de Bordeaux,

D'une part, et

Le syndicat général CGT des ouvriers dockers et similaires du port de Bordeaux-Le Verdon et ses annexes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instaure l'obligation pour tous les salariés de travailler une journée supplémentaire non rémunérée.

Le présent accord est conclu dans le champ d'application :

- du protocole d'accord signé à Bordeaux le 11 juillet 2000, de ses avenants et de ses annexes ;
- et de l'accord-cadre national du 11 mai 2005.

Article 1^{er}

Durée annuelle du travail

L'application de l'article 2 de l'accord-cadre national implique une majoration de la durée annuelle du temps de travail.

Le temps de travail décompté en heures, selon l'article 7.3.1 de l'accord du 11 juillet 2000, est majoré de 7 heures passant ainsi de 1 586,67 à 1 593,67 heures.

Il est rappelé que les heures travaillées, dans le cadre de la journée de solidarité, ne sont pas comptabilisées pour l'évaluation du nombre d'heures supplémentaires et ne donne lieu à aucun versement complémentaire.

Article 2

Fixation de la journée de solidarité

L'accomplissement de cette journée de solidarité se traduit par la suppression d'un jour de réduction du temps de travail (JRTT) sur une base de 5,83 heures.

Cette retenue sera effectuée au 1^{er} juillet pour tous les ouvriers dockers présents travaillant à temps plein.

Article 3

Personnel concerné

Seuls les ouvriers dockers professionnels mensualisés sont concernés par le présent accord.

Article 4

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée et cessera de plein droit au 31 décembre 2005.

Fait à Bordeaux, le 26 mai 2005.

(Suivent les signatures.)